



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Service

Affaire suivie par :
Bénédicte JENOT
Tél : 03 22 82 91 07

À Monsieur VAN DYCKE Jean-claude
28 rue d'Hornoy
80640 AUMONT

jean-claude.van-dycke@

Lille, le 05 décembre 2017

Benedicte.jenot@developpement-durable.gouv.fr

BORDEREAU D'ENVOI

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Décision de non soumission pour le projet de création d'un boisement de 1,24 hectares sur la commune d'Aumont	1	Pour Notification

Pour le Directeur Régional de
l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Caroline CALVEZ-MAES



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-2051
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-2051, déposé par Monsieur Jean-Claude VAN DYCKE et reçu complet le 21 novembre 2017, relatif au projet de création d'un boisement sur la commune d'Aumont dans la Somme ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la création d'un boisement de 1,24 hectares au sud du territoire communal d'Aumont, sur des terres actuellement à usage agricole ;

Considérant que les travaux de plantation sont prévus pendant l'hiver 2017/2018 et seront séquencés en 2 phases:

- préparation des sols par sous solage des lignes de plantation ;
- plantation forestière : plantation manuelle des jeunes plants forestiers à la houe forestière à raison d'une ligne tous les 4 mètres et un plant tous les 3 mètres sur la ligne, soit 833 plants par hectare

Considérant que les essences utilisées sont *Fagus sylvatica*, *Acer pseudoplatanus*, *Acer platanoides*, *Quercus petraea*, *Castanea sativa*, *Prunus avium* ;

Considérant que le projet ne se situe pas au sein de zones naturelles protégées ou à enjeux ;

Considérant que le projet se situe à proximité d'un paysage emblématique « vallées vertes et le plateau de Sélincourt » et à moins de 5 km de plusieurs monuments historiques (Château de Sélincourt, Halle en bois à Hornoy-le-Bourg, Eglise à Camps en Amienois) ;

Considérant que le projet s'inscrit en continuité d'un massif forestier existant d'environ 85 hectares dénommé Bois d'Hallivilliers ;

Considérant que plusieurs massifs forestiers dont les surfaces varient entre 5 et près de 400 hectares se situent à moins de 2 km du projet ;

Considérant que le projet est cohérent avec le paysage local ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre enjeu environnemental significatif à proximité du projet ;

Considérant dès lors que le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de création d'un boisement de 1,24 hectares sur la commune d'Aumont dans la Somme, déposé par Monsieur Jean-Claude VAN DYCKE, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

05 DEC. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère De l'Ecologie, Du Développement Durable et de l'Energie

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

